

**18 présents, 4 absents, 2 procurations pour les points de 1 à 5, puis 19 présents, 3 absents et deux procurations pour les points de 6 à 9.**

**0. Compte rendu du Conseil municipal du 20 décembre 2010**

Adopté à l'unanimité.

*Le Maire propose à l'assemblée de modifier l'ordre du jour et de présenter les points sur les marchés en fin de séance.*

**1. Demande de Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2011 (DDE-DDR)**

Le Maire présente la fusion qui existe entre les anciennes DGE (Dotations Globales d'Equipement) et la DDR (Dotation de Développement Rural) pour devenir DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) pour le projet de réhabilitation du gymnase scolaire qui ne répond plus aux critères actuels de sécurité, ainsi que le réaménagement du plateau sportif extérieur. Le projet est estimé à 1,5 millions d'euros. La participation du Conseil Général se monterait à 20 % plafonné à 300 000€, une inscription au titre du contrat de territoire sera sollicitée auprès de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer le dossier de demande de subvention à hauteur de 200 000€ auprès des services de l'Etat et prévoit les dépenses au budget.

**2. Convention de dératisation - Restauration**

Le Maire explique que le restaurant scolaire est soumis à différents contrôles dont celui de l'ARS (Agence Régionale de Santé - ancienne DSV -Direction des Services Vétérinaires) qui exige le suivi d'un contrôle de dératisation. La convention actuelle étant arrivée à son terme, une consultation a été élaborée et la meilleure offre émane de la société FARAGO (anciennement Sheef 2000) pour un montant annuel de 125 €HT et une période de 5 ans (2011-2015).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer le contrat tel qu'exposé.

**3. Projet d'Office de Tourisme**

Le Maire présente la synthèse de l'assemblée générale de l'Office de Tourisme qui a dévoilé ses ambitions pour les années à venir et nous a fait savoir que le projet d'extension du local se révélerait trop exigu. Le bureau municipal, conscient de cette exigüité, propose de modifier le projet de réhabilitation de l'Office en recherchant un immeuble et/ou du terrain en centre bourg correspondant aux critères requis dans la limite maximale de 150 000 €. L'opération d'acquisition et d'aménagement pourrait être incluse dans le contrat de territoire.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) modifie le projet de réhabilitation de l'Office de Tourisme et s'engage à rechercher un bien plus adapté aux besoins réels.

**4. Vente de terrains**

Le Maire rappelle que le projet de création de lotissement à Penity qui avait démarré avant la crise n'avance pas du tout. Le bureau municipal propose dans le but de constituer un nouveau lotissement privé de vendre certains terrains. Il s'agit des terrains cadastrés ZC 53 (6 290 m<sup>2</sup>) ZC 203 (3 821 m<sup>2</sup>) pour une contenance totale de 10 111 m<sup>2</sup> et le bureau est favorable à fixer le prix à 10€ le m<sup>2</sup>.

Le Conseil, après délibération (21 pour) approuve les propositions et autorise les signatures en résultant.

**5. Acquisition de terrain**

Annie Marzin expose la proposition qui émane de l'office notarial qui nous a sollicité dans le cadre du règlement de la succession de Monsieur Pierre Gentric, propriétaire des terrains cadastrés AA 149 (58 m<sup>2</sup>), AB 34 (80m<sup>2</sup>) et YA 11 (4 290 m<sup>2</sup>) qui figure dans la zone de préemption. Ces terrains, non constructibles, présentent un intérêt manifeste à intégrer le domaine privé communal au titre de la préservation et de l'aménagement des espaces. Le bureau municipal est favorable à en faire l'acquisition pour un montant unitaire de 1,50 € le m<sup>2</sup> pour les 2 premiers et le troisième (YA 11) à 0,37 centimes.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) approuve le projet et autorise le Maire à signer les actes notariés et prévoit la dépense au budget.

## **6. Avenants au Marché Public d'extension de l'école Georges Le Bail**

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint fait le point sur le chantier de l'extension de l'école et présente les propositions :

### **a) lot 1 - Gros œuvre**

Suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise, le marché a été relancé. La CAO (Commission d'Appel d'Offres) a retenu l'entreprise Cornouaille Construction pour un montant HT renégocié (hors bitume dans la cour) de 25 350 €.

### **b) Aménagements extérieurs de l'école Georges Le Bail**

Pour permettre la mise en sécurité du parking et du parvis, la CAO a retenu l'entreprise EUROVIA pour un montant de 16 498,40 € H.T.

### **c) Avenant au marché d'aménagement extérieur**

La CAO propose de passer un avenant au marché sur la base du bordereau des prix de l'entreprise EUROVIA pour la reprise d'enrobé dans la cour maternelle, basé sur l'estimatif de 180 m<sup>2</sup> x 20 € H.T. soit 3 600 € H.T.

### **d) Avenant 2 au lot 11 - Plomberie, Ventilation**

Une erreur d'implantation des réservations sanitaires a été constatée au moment de la pose des sanitaires. L'entreprise MCMR ayant été liquidée et l'entreprise suppléante n'ayant pas été désignée, il a été demandé à l'entreprise Sanitherm de réaliser le déplacement des réservations. Cette prestation est facturée 2 000 € H.T.

### **e) Avenant 3 au lot 11 - Plomberie, Ventilation**

Suite à une très forte condensation durant les travaux, le maître d'œuvre a constaté la performance théorique de l'enveloppe et l'importance de l'efficacité du balayage de la ventilation mécanique. Une bouche supplémentaire de tirage d'air doit être mise en place en bout de couloir. Cette solution entraîne une plus-value au lot Plomberie. L'avenant au marché de l'entreprise SANITHERM s'élève à + 1 295,73 € HT.

### **f) Avenant 2 au lot 6 - Menuiserie intérieure bois**

L'architecte propose de valider l'avenant 2 au lot 6 - Entreprise EMC, pour la mise en place d'une porte coupe-feu à la suite de la demande du préventionniste. Le montant s'élève à 817 €HT.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer les marchés et avenants au Marché tels que présentés et prévoit la dépense au budget.

## **7. Marchés Publics : Vérifications périodiques : ascenseur Pierre Trépos**

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, rappelle aux conseillers que le conseil municipal avait retenu le 7 décembre 2009 le bureau APAVE pour réaliser les vérifications périodiques réglementaires de l'ascenseur à l'Espace Pierre Trépos. Or, suite à l'arrêté du 29 décembre 2010, il informe qu'il est nécessaire de réaliser une vérification générale de l'ascenseur tous les ans en plus des prestations de vérifications et de contrôles techniques déjà en place. Cette nouvelle prestation est chiffrée à 216,30 € H.T. par an sauf l'année de réalisation du contrôle technique. L'avenant prévoit cette prestation sur 5 ans. De plus, comme chaque année, la valeur du point évolue et le coût des prestations contractualisées en 2009 se monte pour le contrôle technique à réaliser tous les 5 ans à 284,28 € H.T. et pour la vérification réglementaire des ascenseurs en ERP à 216,30 € H.T.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer le Marché tel que présenté et prévoit la dépense au budget.

## **8. Marchés Publics : Vérifications périodiques : Avenant SSI (Système Sécurité Incendie)**

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, explique qu'à la suite de la visite de sécurité de l'espace Pierre Trépos, le préventionniste de la sécurité civile demande la mise en place d'une vérification périodique des deux Systèmes de Sécurité Incendie (SSI). Le devis se monte à 648,90 €HT pour celui installé Pierre Trépos (2 contrôles : 2011 & 2014) et à 309 €HT (un contrôle en 2014) pour celui de l'extension de l'école pour une période de 5 ans.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer le Marché tel que présenté et prévoit la dépense au budget.

## **9. Remboursement de frais**

Le Maire explique que pour réaliser les réparations d'un poste informatique (écran accidenté), il a procédé à un achat sur Internet d'un site anglais pour un montant de 71,54 €. Le poste est aujourd'hui en état de fonctionnement.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le remboursement des frais engagés et prévoit la dépense au budget.

*Les diverses informations et dates sont portées à la connaissance des élus :*

Information sur les marchés passés suivant l'article L2122-21.2 et sur les changements induits par les services de l'Etat, notamment les services de la direction territoriale des territoires et de la mer.

Le Maire informe l'assemblée de l'état d'avancement des zones humides réalisée en collaboration avec le SAGE.

Le Maire informe l'assemblée de la campagne de recrutement d'un(e) étudiant(e) pour l'échange Cornouaille-Québec.

Le prochain conseil municipal se tiendra le 15 avril.

Examen de la candidature de la commune à Station Verte (1 063€ par an).

*La séance est levée à 20h15.*